

Le citoyen dans tous ses états

Appel à communication

Du 4 juin 2018 au 5 juin 2018

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Le projet « L'art en partage citoyen » développé à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (laboratoires ITEM et ALTER dans le cadre de la Fédération EFM) prévoit plusieurs conférences, journées d'étude et tables rondes où chercheurs, artistes et représentants d'associations seront appelés à intervenir. Il vise à appréhender l'art dit « citoyen » à travers les aspirations qu'il porte, les partages qu'il génère et les transformations qu'il produit sur chacun des acteurs engagés dans le processus créatif.

S'inscrivant dans ce projet, les journées d'études « Le citoyen dans tous ses états » cherchent, plus largement, à interroger la notion même de citoyenneté et les formes qu'elle revêt sous l'angle juridique, historique, sociologique, géographique, anthropologique ou encore celui de la littérature et des arts. Il se trouve en effet que, depuis les années 1990, le terme « citoyen » est de plus en plus présent dans les discours. Signe probable d'un regain d'intérêt pour la notion, ce phénomène s'accompagne d'une évolution de l'extension du terme. Initialement employé comme substantif, il prend davantage une valeur adjectivale, une transformation qui conduit à s'interroger sur la déperdition éventuelle du sens de la notion, en raison, notamment, de sa nature de « construit social et politique, de fabrique en constante évolution »¹.

Mener des réflexions transdisciplinaires dans ce cadre permettrait d'analyser l'ensemble de ce processus, aussi bien dans ses formes passées que contemporaines. Il s'agirait de s'intéresser aux évolutions de la notion même de citoyen, entendu au sens de membre de la cité, c'est-à-dire tant dans ses dimensions quotidiennes ou privées que dans son acception politico-juridique traditionnelle.

Qu'en est-il de la place occupée par le citoyen dans l'État et de celle que l'État souhaitait ou souhaite lui attribuer ? Par-delà la faculté du citoyen à investir, voire conditionner, l'exercice du pouvoir politique, notamment par le droit de vote, n'a-t-il pas été ou n'est-il pas, dans le même temps, un instrument au service du politique ? Par ailleurs, les mouvements critiques qui ont su se développer depuis le début du XXI^e siècle, en dehors des institutions, dans les milieux non seulement politiques mais aussi associatifs, culturels et artistiques, revêtent le plus souvent le qualificatif de citoyen. L'intérêt renouvelé pour les « citoyens ordinaires »² semble découler de la crise contemporaine de la démocratie représentative. Plus encore, la citoyenneté ordinaire pourrait prévaloir sur la citoyenneté de type kantien et habermassien – transcendant et impersonnelle –, par le sens qu'elle donne à la notion de « vivre ensemble ». En témoignent le mouvement citoyen 15 M des Indignés qui dénonce, en Espagne et en Europe, le renoncement de la classe politique à défendre les idéaux des droits de l'homme

ou, en France, le réseau de « l'Archipel citoyen » orienté vers des initiatives locales. Autant de facettes d'une citoyenneté « ordinaire » révélant les capacités des individus à formuler des jugements sur le bien commun, en marge des usages et des lieux « labellisés » par les approches classiques de la citoyenneté. « Citoyens » sont aussi des festivals (« Aux Arts citoyens », Villeneuve-sur-Lot), des séries télévisées ou les projets artistiques (« Les Arpenteurs – art citoyen ») réunissant des populations autour de thématiques emblématiques (la citoyenneté, l'écologie, les changements climatiques...) pour imaginer ensemble, co-créer, co-construire entre personnes de cultures et d'origines multiples, à l'échelle locale de la ville ou à plus grande échelle. Dans quelle mesure cette « citoyenneté ordinaire » constitue-t-elle un concept fécond dans un monde globalisé ? Si la citoyenneté démocratique se matérialise dans les pratiques par lesquelles les individus et les groupes formulent et revendiquent de nouveaux droits, ou luttent pour maintenir ou améliorer des droits existants, quelles modalités d'action celle-ci privilégie-t-elle ? Dans quelle mesure engendre-t-elle la nécessité de quitter les lieux conventionnels, de faire évoluer les espaces géographiques, intersubjectifs, sociaux ? Partant, les institutions et organismes publics se trouvent-ils évincés, si ce n'est exclus, des lieux où s'exerce et se pratique une telle citoyenneté ?

Pourtant, l'Etat conserve toute sa place dans la réflexion. Les difficultés démocratiques que connaissent tous les régimes représentatifs en attestent. Cet aspect de l'analyse fait aussi ressortir certaines mutations. Il suffit pour s'en convaincre de songer à l'institution de la citoyenneté européenne par le Traité sur l'Union européenne (« TUE ») qui semble avoir servi une démarche de démocratisation et d'unification européennes destinée à contrer le déficit politique qui était reproché à l'Union. S'interroger en ce sens permet également de se pencher sur la question de la nationalité dont la citoyenneté présuppose l'acquisition. Puisqu'elle est définie selon la Cour internationale de justice (« CIJ ») comme « un lien juridique ayant à sa base un fait social de rattachement, une solidarité effective d'existence, d'intérêt, de sentiments, jointe à une réciprocité de droits et de devoirs. Elle est [...] l'expression du fait que l'individu auquel elle est conférée soit directement par la loi, soit par un acte de l'autorité, est, en fait, plus étroitement rattaché à la population de l'État qui l'a conférée qu'à celle de tout autre État »³, elle soulève du même coup la question de l'identité commune entre ses représentants. Et si, selon un récent rapport de la Commission européenne, 87% des Européens sont conscients de leur statut de citoyen de l'Union européenne⁴, faut-il pour autant en déduire qu'ils disposent des moyens nécessaires leur permettant de participer efficacement à la vie démocratique de l'Union ? Par ailleurs, analyser la citoyenneté européenne conduit à questionner sa cohabitation avec la citoyenneté nationale qu'elle ne complète plus mais à laquelle elle « s'ajoute[rait] »⁵. En fonction de la dimension dans laquelle elle s'inscrit, la notion de citoyenneté devient plurielle et concerne, du point de vue de l'Union européenne, tant le droit de circulation et de séjour et le droit de vote⁶ que la soumission d'une initiative citoyenne⁷ – cet instrument qui, selon la Commission européenne, permettrait aux citoyens « de mieux faire entendre leur voix »⁸ – ou que le droit à une bonne administration et à l'accès aux documents⁹. La citoyenneté sur le plan national se décline également à divers égards, comme en témoigne la récente instauration de la réserve civique en France¹⁰. L'existence et l'exercice de ces droits permettent-ils effectivement au citoyen de s'exprimer ?

Par conséquent, ces journées d'études permettraient d'explorer les perspectives suivantes:

- Le citoyen dans l'Etat, en tant que titulaire de droits politiques et/ou instrument de démocratisation,
- Le lien entre citoyenneté et acquisition de la nationalité,
- L'articulation des rapports entre citoyenneté européenne et citoyenneté nationale,
- Les rapports entre citoyenneté et identité,
- Les formes et finalités des initiatives citoyennes (au sens juridique et/ou ordinaire),
- Les manifestations associatives et locales de la citoyenneté dans un contexte globalisé,
- La fonction sociologique ou anthropologique d'une citoyenneté dite ordinaire,
- L'évolution du concept de citoyenneté sous l'angle historique, artistique, philosophique, sous celui de l'étude des civilisations, de la littérature française et étrangère,
- Les relations entre arts, littératures et citoyenneté,
- Le sujet citoyen à travers des représentations artistiques, littéraires, culturelles,
- Citoyenneté ordinaire et monde institutionnel : deux univers inconciliables ?

1 M. Carrel et C. Neveu (dirs.), Citoyennetés ordinaires: pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes, Paris : Karthala, 2014, p. 6.

2 V. not. M. Carrel et C. Neveu (dirs.), Citoyennetés ordinaires: pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes, op. cit.

3 CIJ, 6 avril 1955, Nottebohm, Rec. CIJ, p.4.

4 Commission européenne, Rapport sur la citoyenneté de l'Union 2017 – Renforcer les droits des citoyens dans une Union du changement démocratique, 2017, p.6.

5 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (« TFUE »), article 20, 1.

6 TFUE, article 20, 2.

7 TUE, article 11 et TFUE, article 24.

8 Commission européenne, Livre vert sur une initiative citoyenne européenne, 11 novembre 2009, COM/2009/0622 final.

9 Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Titre V.

10 Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, JORF n°0024, 28 janvier 2017.

Appel à communication :

Les contributeurs sont invités à proposer leur communication (qui, après relecture critique, pourra faire l'objet d'une publication dans une revue universitaire) par l'envoi d'un résumé d'une longueur maximale de 2000 caractères espaces compris, hors bibliographie et comprenant un titre, ainsi qu'une courte biographie au comité d'organisation :

citoyendanstoussesetats@gmail.com.

Les propositions devront être transmises avant le 10 mars 2018.

Les textes finalisés devront, quant à eux, nous parvenir le 30 juin 2018, en vue de leur publication.

Comité d'organisation:

- * Cecilia BEAUDOIN, Doctorante en études latino-américaines, laboratoire ALTER, UPPA.
- * Tiphaine-Annabelle BESNARD, Doctorante en histoire de l'art, laboratoire ITEM, EA 3002, UPPA.
- * Adrienne BONNET, Doctorante en droit privé, laboratoire CDRE, EA 3004, UPPA.
- * Quentin GIRAULT, Docteur en droit public, laboratoire PDP, EA 1926, UPPA.

Comité de lecture :

- * Philippe CHAREYRE, Professeur des universités en histoire moderne, laboratoire ITEM, EA 3002, UPPA.
- * Damien CONNIL, Chargé de recherche au CNRS, UMR 7318 DICE - IE2IA, UPPA.
- * Dimitri LOHRER, Maître de conférences en droit public, laboratoire IE2IA, UMR 7318, UPPA.
- * Julien MATTERN, Maître de conférences en sociologie, laboratoire PASSAGES, UMR 5319, UPPA.
- * Pascale PEYRAGA, Professeur des universités en littérature espagnole contemporaine, laboratoire ALTER, UPPA.
- * Jean-Yves PUYO, Professeur des universités en géographie, chargé de mission Coopération transfrontalière, directeur de l'Ecole doctorale Sciences sociales et Humanités 481, directeur adjoint de l'UFR LLSHS, laboratoire PASSAGES, UMR 5319, UPPA.

Bibliographie :

BALIBAR Étienne, *Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple*, Paris : Éd. La Découverte, 2001, 322 p.

BERGER Mathieu, CEFAÏ Daniel et GAYET-VIAUD Carole (dirs.), *Du civil au politique: ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Bern, Berlin : Peter Lang, 2011, 603 p.

BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie: actualité de la démocratie participative*, Paris : Seuil, 2008, 109 p.

CARREL Marion et FRANCE. PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE, *La citoyenneté urbaine du point de vue des gouvernés: synthèse bibliographique*, La Défense : Plan urbanisme construction architecture, 2007, 88 p.

CARREL Marion, NEVEU Catherine, ION Jacques et FRANCE. PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE (dirs.), *Les intermittences de la démocratie: formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Paris : l'Harmattan, 2009, 310 p.

CARREL Marion et NEVEU Catherine (dirs.), *Citoyennetés ordinaires: pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris : Karthala, 2014, 328 p.

CARTER April, *The political theory of global citizenship*, London, New York : Routledge, 2001, viii+277.

CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris : La Découverte : MAUSS, 2007, 727 p.

CEFAÏ Daniel, CARREL Marion, TALPIN Julien, ELIASOPH Nina et LICHTERMAN Paul, « Ethnographies de la participation, Ethnographies of participation », *Participations*, no 4, 11 décembre 2012, p. 7-48.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHES SUR L'ACTION PUBLIQUE ET LE POLITIQUE, épistémologie et sciences sociales, et CENTRE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE, *L'ordinaire et le politique*, Paris : Presses universitaires de France, 2006, 252 p.

CLARKE John, « Parler de citoyenneté : discours gouvernementaux et vernaculaires », *Anthropologie et Société*, vol. 33, no 2, 2009, p. 43-62.

CLARKE John, COLL Kathleen, DAGNINO Evelina et NEVEU Catherine, *Disputing citizenship*, Bristol : Policy Press, 2014, viii+214.

DOUSSET Laurent, LA SELVE Élisabeth, ZASK Joëlle et GUYADER Frédérique, « Comment penser l'éthique dans la pratique en sciences sociales et humaines ? », *Journal des anthropologues*, no 136-137, 3 avril 2015, p. 253-271.

GAGNE Natacha et NEVEU Catherine, « Présentation : L'anthropologie et la « fabrique » des citoyennetés », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 33, no 2, 2009, p. 7-24.

GARCÉS Marina, *Un mundo común*, Barcelona : Edicions Bellaterra, 2013 (Serie general universitaria, 131), 154 p.

GRAC (GROUPE RECHERCHE ACTION), ELIÇABE Rémi, GUILBERT Amandine, HAERINGER Anne-Sophie, LEMERY Yannis et OVERNEY Laetitia, *Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique: Expériences marginales et expériences instituées de participation politique à l'épreuve des projets de rénovation urbaine dans trois pays : Catalogne, France et Québec*, [s.l.] : [s.n.], 2009.

ION Jacques, *En finir avec l'intérêt général: l'expression démocratique au temps des ego*, Vulaines sur Seine, Editions du Croquant, 2017, 88 p.

ION Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Paris : Armand Colin, 2012, 220 p.

ION Jacques (dir.), *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne : Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001, 228 p.

ISIN Engin Fahri (dir.), *Democracy, citizenship and the global city*, London : Routledge, 2000, x+319.

ISIN Engin Fahri, NYERS Peter et TURNER Bryan Stanley (dirs.), *Citizenship between past and future*, London, New York : Routledge, 2008, 165 p.

de MONTECLER Marie-Christine, « Vers l'adoption définitive du projet de loi Egalité citoyenneté », *Dalloz actualité*, 30 novembre 2016.

O'BYRNE Darren J., *The dimensions of global citizenship: political identity beyond the nation-state*, London, Portland : Frank Cass, 2003, x+282.

PLIAKOS Astéris, *Citoyenneté*, Répertoire droit européen, mars 2012 (actualisation août 2017).

POGGI Jérôme et HERS François, *Faire art comme on fait société: les nouveaux commanditaires*, Dijon : les Presses du Réel, 2013, 813 p.

ZASK Joëlle, *Art et démocratie: peuples de l'art*, Paris : Presses Universitaires de France, 2003, 220 p.

ZASK Joëlle, *Participer : essai sur les formes démocratiques de la participation*, Latresne : le Bord de l'eau, 2011, 326 p.